

Réunion d'Information Préalable (ci-après la R.I.P.) du 08.11.2022 à 19h en application de l'article D.VIII.5 du Code de Développement Territorial (ci-après le CoDT)

PROCES-VERBAL

Objet :

Projet d'implantation d'un parc éolien de 5 éoliennes sur les communes de BRUNEAUT et de ANTOING des sociétés CLEF et VENTIS.

Date et heure :

08/11/2022 à 19h

Lieu :

Maison de village de Laplaigne, Marais de l'Eglise, 18 A à 7622 LAPLAIGNE

Président de la séance :

M. Daniel DETOURNAY, Echevin de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire à BRUNEAUT

Intervenants :

- La médiatrice : Mme Alexandra MATHELOT de la société PEPS COMMUNICATION ;
- Pour les demandeurs :
 - LA COOPERATIVE CLEF :
Mme Fabienne MARCHAL, Fondatrice et Administratrice ;
M. Jérémy GEVAR, Développeur de projets ;
 - LA SOCIETE VENTIS :
M. Pierre MAT, Administrateur
- Pour le bureau d'étude : M. Gilles DELFOSSE, Ingénieur environnemental.

Participants :

Voir la liste des présences annexée au présent procès-verbal.

A 19h00 :

INTRODUCTION :

Mme Alexandra MATHELOT, médiatrice de la société PEPS COMMUNICATION, se présente ainsi que les différents orateurs.

Elle explique en quoi consiste une réunion d'information préalable, son déroulement et ses objectifs et revient sur la procédure globale d'une demande de permis relative à l'implantation d'un parc éolien en insistant particulièrement sur le « premier grand moment » qu'est la réunion d'information préalable.

A titre indicatif, elle communique les différentes échéances du planning prévisionnel.

Pour finir, elle explique le déroulement de la soirée en deux grands moments : 1) la présentation des exposés des différents intervenants ; 2) le moment d'échanges et de questions/réponses.

Mot d'accueil de M. Daniel DETOURNAY, Président de la réunion, qui se présente et rappelle les objectifs de la réunion d'information préalable. Il rappelle au public que tout un chacun est invité à remettre ses observations et ses suggestions, par écrit, 1) au Collège communal de Brunehaut avec en copie 2) la société coopérative CLEF dans un délai de 15 jours à dater de ce jour (réunion du 08/11/2022).

PRESENTATION PAR LES ORATEURS :

a) Présentation de VENTIS S.A.

M. Pierre MAT se présente ainsi que la société VENTIS dont il est administrateur avec son frère, M. Benoît MAT.

Il explique le développement de l'instruction d'une telle demande.

Enfin, il dresse un résumé des réalisations (et celles en cours) de la société créée il y a plus de 20 ans.

b) Présentation de CLEF et de Circuit court de l'électricité

Mme Fabienne MARCHAL se présente ainsi que la Coopérative CLEF dont elle est administratrice déléguée et travailleuse.

Elle explique le développement croissant de ladite Coopérative depuis sa fondation il y a une quinzaine d'années ainsi que son terrain d'actions à savoir les énergies renouvelables, principalement l'éolien.

La Coopérative CLEF est active dans la production d'énergie mais également dans la sensibilisation et l'information du citoyen. Elle fait partie d'un réseau rassemblant 19 coopératives à l'origine de la création d'un fournisseur d'électricité 100% coopératif, 100% citoyen qui s'appelle COCITER ou le Comptoir Citoyen des Energies.

COCITER produit une électricité 100% verte ; 100% wallonne et 100% citoyenne dans un principe de circuit court.

c) Présentation du projet

M. Pierre MAT entreprend la présentation globale du projet en recontextualisant les objectifs européens pour 2030 à savoir 55% de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le rôle de l'éolien dans cet objectif énergétique.

Le projet ici présenté a vu le jour dans les années 2020 avec l'étude des terrains éligibles à ce genre de projet et les études de préfaisabilité qui ont donné lieu, notamment, à la pose du mât de mesure permettant d'étudier les aspects avifaunes et l'activité des chauve-souris ainsi que la ressource et le gisement en vent.

Il revient ensuite sur la procédure qui nous amène, ce jour, à la réunion d'information préalable.

Il énumère les prochaines grandes étapes de ce dossier, à savoir :

- L'étude d'incidence sur l'environnement menée par le bureau d'étude SERTIUS ;
- Les ateliers informatifs à destination des citoyens présentant les grandes lignes (résultats) de ladite étude d'incidence ;
- L'introduction de la demande (permis) ;
- La réalisation de l'enquête publique (seconde consultation citoyenne) ;

Il précise, qu'à ce stade, il est préférable de parler d'« avant-projet » et que ce dernier prévoit l'implantation de cinq éoliennes maximum d'une hauteur totale de 180 mètres sur les territoires de BRUNHAUT et de ANTOING d'une capacité chacune de quatre à cinq mégawatts. Cet avant-projet pourrait être soumis à des modifications suite aux résultats de l'étude d'incidence sur l'environnement.

M. Jérémy GEVAR, développeur de projet pour la Coopérative CLEF, présente l'implantation projetée du projet.



Implantation (points bleus) sur les communes de BRUNHAUT et de ANTOING

Le projet de parc éolien est situé à l'est du village de HOLLAIN, au sud de Péronnes-lez-Antoing et à l'ouest de Laplaigne.

M. Jérémy GEVAR précise que l'implantation est proposée compte tenu de l'étude de préfaisabilité menée sur base des différentes contraintes connues à ce jour, à savoir :

-

M. Gilles DELFOSSE se présente ainsi que le bureau d'étude SERTIUS pour lequel il travaille. Le bureau d'étude est actif en Wallonie, en Flandres et à Bruxelles et traite différents domaines d'expertise.

4

permis de fixer des conditions d'exploitation appropriées au regard des résultats obtenus lors de l'étude d'incidence.

M. Gilles DELFOSSE développe succinctement les points étudiés lors de l'étude d'incidence :

- Les impacts sur les paysages (via carte de visibilité et photo-montages) ;
- Les impacts sur le patrimoine et les biens classés ;
- Les incidences en matière d'acoustique (via mesure de bruit) ;
- Les incidences des ombres mouvantes ;
- Les impacts sur les activités socio-économiques (visibles et non visibles) : sur les lignes haute tension, sur les routes, sur les sols et sous-sols, sur les voies aériennes (servitudes liées à l'aviation civile et militaire, par exemple), ...
- Les incidences sur le milieu biologique : perte d'habitat, impact sur les populations d'oiseaux ;
- ...

L'étude tiendra compte de toutes les spécificités du projet et de leur impact direct et indirect mais également des observations et recommandations des citoyens exprimées ce jour mais aussi durant la période de quinze jours succédant à la réunion d'information préalable.

QUESTIONS / REPONSES

Mme Alexandra MATHELOT introduit la seconde partie de la soirée.

Elle précise qu'un procès-verbal sera dressé par l'administration communale de BRUNEAUT et, qu'à cet effet, la réunion est enregistrée par souci de facilité.

Chaque intervenant veillera à se présenter (nom, prénom et lieu de domicile) quand il prend la parole.

M. _____, habitant de Laplaigne et membre d'un groupe de +/- 320 citoyens, pose les questions suivantes :

- Par rapport à l'étude d'incidence sur l'environnement réalisée, en 2008, par le bureau d'étude Vincotte dans le cadre du projet éolien TAB à 7500 Saint-Maur dans laquelle était déclaré, je cite, « si on trace des cercles de 350 mètres autour des habitations, il apparaît dans une zone de 5 kilomètres du projet ; la zone sélectionnée est la seule zone à grand potentiel éolien ». *aimerait comprendre pourquoi, alors que les cercles sont passés de 350 mètres à 700, à plus de 700 mètres d'après l'étude, pourquoi est-ce que maintenant, d'un coup, ça devient possible et que précédemment ça ne l'était pas par un organisme agréé ?*
- Quant à la sécurité ; l'étude de 2008 mentionnait le passage de 1500 camions de 40 mètres de long et de 4,50 mètres de large, une grue de 800 tonnes et une plus petite grue de 500 tonnes. L'implantation ici nécessiterait le passage de ponts dont la limite des charges autorisées est de 7,5 tonnes... **Pourra-t-on dès lors assurer, dans cette étude, que la sécurité des citoyens sera assurée pour les vingt années à venir si la période d'exploitation est pour ça, plus la période de démantèlement ?**
- Les 77 hectares concernés par le projet sont situés en zone de grand intérêt biologique ; repris sous le SGIB 2466 et, qui plus est, en pleine zone WATERINGUES. **Comment expliquer l'implantation de ce parc éolien à proximité de tels sites ?**
- **L'étude tiendra-t-elle compte de la nature du terrain ?**

- Lors de la construction du mât de mesure, il a été fait référence à la présence d'espèces ornithologiques. Cependant, il a été omis de citer d'autres espèces protégées comme les amphibiens.
- **Quid de l'implantation du mât** (extrême bas à droite de la zone) ?
- **Quid du principe de covisibilité des différents parcs éoliens ?** Si on projette le parc éolien de Fontenoy – pas encore hors sol – et qu'on y ajoute le parc éolien de Péruwelz et le futur parc présenté ce jour, la ville d'Antoing se retrouve encerclée.

M. Gilles DELFOSSE répond :

- Quant à l'implantation :
« [...] ce qui vous a été présenté aujourd'hui, ce sont les contraintes d'implantation du cadre de référence 2000-2012 ainsi que les règles du CoDT qui est postérieur au parc de Saint-Maur ; le code développement territorial ; et qui lui a modifié quelque peu les règles d'implantation de parc éolien notamment en encourageant l'implantation à proximité des principales infrastructures de communication. Alors on pense évidemment aux autoroutes mais les voies navigables sont aussi dedans donc ça c'est pour la règle du CoDT et permet aussi l'implantation du coup en zone agricole sans dérogation. Après ce sont les distances à l'habitat qui ont évolué ; on parlait de 350 mètres il n'y a pas vraiment de distance c'était par rapport à l'acoustique à l'époque maintenant on parle de quatre fois la hauteur des éoliennes par rapport aux zones d'habitat et minimum 400 mètres par rapport aux habitations qui sont hors zone d'habitat. Il y a une révision des règles de distance par rapport aux habitats qui est en cours vous savez peut-être avec la fameuse « Pax Eolienica II » qui est sortie très récemment mais voilà toujours est-il que ce qui vous a été présenté ici ce sont effectivement, théoriquement, des zones éligibles pour le développement d'éolien alors ce n'est pas pour autant que ce sont des bonnes zones pour le développement éolien mais en tout cas théoriquement sur base des contraintes elles le sont [...] »
- Quant à la sécurité :
« [...] il importe probablement ici de recommander une étude d'accessibilité par un transporteur professionnel où là ils vont déterminer, sur base des charges sur essieux, s'il est nécessaire de renforcer certaines voiries existantes, des ponts, etc. ou s'il y a lieu de modifier les itinéraires d'accès, de trouver des solutions qui soient moins impactantes toujours est-il, [...] il y a toujours un état des lieux qui est réalisé avant chantier sur tous les tronçons d'accès aux différentes plateformes de montage et ensuite à la fin du chantier on vient constater qu'il n'y ait pas eu d'endommagement par rapport à des voies existantes sachant qu'il y a quand même des renforcements qui seront d'office nécessaires alors soit avec un empiérement soit avec des plaques métalliques etc. [...] »
- Quant à la zone de grand intérêt biologique :
« [...] le site n'est pas un désert biologique loin de là, on a le Grand Large qui n'est pas loin, ce sont des cultures de peupliers, on a des zones humides donc clairement ce qui ressort d'une première évaluation c'est qu'on a des enjeux sur les populations d'oiseaux principalement les oiseaux d'eau ; les laridés ; qui proviennent du Grand Large et qui rejoignent leurs dortoirs qui sont loin d'être négligeables et donc forcément ça va faire l'objet d'une évaluation très fouillée et il y aura très certainement des recommandations fortes à l'attention du demandeur qui devront être effectivement avalisées par le DNF – Département Nature et Forêts – lors de l'instruction.[...] » ;

« Par rapport aux inondations et au fait qu'il y est les waterings etc., ça fait partie du milieu physique que j'ai expliqué donc l'analyse est faite dans l'étude il faut savoir qu'il y a une Circulaire sur les inondations qui a été éditée suite aux événements qu'on a connus l'année passée et qui renforce finalement le contenu des dossiers de demande lorsque les projets s'implantent en zone d'aléa et donc là on a toute une série d'études complémentaires à réaliser pour s'assurer que le projet ne vienne pas aggraver une zone d'aléa et que l'intégrité des infrastructures est aussi garantie.[...] »

- Quant au mât de mesure :

« [...] il faut que la structure soit stabilisée et donc ça prend quand même de la place et donc s'implanter carrément dans le massif de peupliers ce n'était pas opportun et par ailleurs l'activité des chauves-souris est globalement plus importante au niveau des lisières forestières donc l'idée c'est de se mettre à une certaine distance des lisières ; un endroit finalement représentatif de la future implantation de l'éolienne pour capter un maximum d'activité et je pense que sur un site comme celui-ci le fait qu'on positionne le mât à tel endroit ou à un autre par rapport à l'intérêt de la zone je ne pense pas que ça ne va changer énormément. Quoi qu'il en soit toutes les données vont être analysées. Je n'ai pas les résultats actuellement et on déterminera si effectivement le site est fort fréquenté et aussi par combien d'espèces et si les espèces sont sensibles à l'éolien. »

- Quant à la covisibilité :

« [...] vous avez justement rappelé le critère du cadre de référence qui préconise que chaque village doit bénéficier d'un angle, sans éoliennes, de 130° minimum. C'est typiquement l'objet de l'étude d'incidence de quantifier précisément pour chaque village situé dans les environs du projet quel est l'angle libre d'éoliennes en tenant compte non seulement des parcs qui existent, des parcs qui sont autorisés mais aussi des parcs qui sont en projet puisque comme vous le savez, en Wallonie on a toute une multiplication de parc éoliens et donc ça évolue constamment et c'est important aussi de donner une image la plus complète possible en considérant tous ces projets qui ont fait l'objet d'une RIP par exemple mais qui sont pas encore autorisés. »

M. _____, habitant de Flines-lez-Mortagne et président de l'association *l'Iris Sauvage* ; association environnementale qui adhère à France Nature Environnement, se pose les questions suivantes :

- L'endroit sélectionné pour ledit projet représente un couloir migratoire majeur ; ***avez-vous un exemple, en Wallonie ou ailleurs, d'implantation d'un parc éolien dans un couloir migrateur, un couloir de migration avec l'impact mesuré sur les oiseaux ?***
- ***Quid de la proximité immédiate du Grand Large ; site d'hivernage de milliers de laridés ?***
- ***Quid de la stabilité du sol ?***
- ***Pourquoi implanter ce parc éolien sur la rive droite de l'Escaut plutôt que sur la rive gauche au niveau de la Pierre de Brunehaut ; plus en hauteur ?***
- ***Quid de l'aérodrome de Maubray ?***
- ***Site de Grand Intérêt Biologique (SGIB) et zone humide (marais)***

Mme Alexandra MATHELOT précise que l'intervention de complète parfaitement celle de

M. Pierre WACQUIER, Bourgmestre de la commune de Brunehaut aborde davantage le problème d'un point de vue sociologique et socio-économique.

Il précise que Brunehaut est une entité dont la densité est de 193 habitants par kilomètre carré et insiste sur les points suivants :

- « [...] les parcs éoliens ont besoin d'éléments structurants pour se créer : l'autoroute, des lignes de chemin de fer, des zones d'activités économiques et ici l'élément structurant c'est l'Escaut mais pire les éléments structurants, ce sont les rues et les habitants [...] j'ai pris les rues qui ont un visuel direct sur les éoliennes et j'arrive à 303 foyers pour Bléharies, 421 foyers pour Hollain et 650 foyers pour Laplaigne, ce qui fait 1370 foyers [...] » **quid de l'incidence visuelle et de son analyse ainsi que de l'effet stroboscopique ?**
- **Quid des compensations envisagées pour le travail effectué par les parcs naturels (Parc Naturel des Plaines de l'Escaut et Parc régional Scarpe-Escaut) sur le site visé ?**
M. Pierre WACQUIER cite notamment la promenade des digues et la route paysagère.
- **Quid de la dévaluation des habitations des riverains ?** Mais aussi des projets comme *Your Nature*, le projet de développement de Bléharies, le projet du Marais à Hollain, ... ?
- Quant au nouveau cadre de référence via la *Pax Eolienica II* ; **dans quel cadre s'inscrira le projet éolien ici présenté ?**

Le Bourgmestre de la commune de Brunehaut exprime la volonté ferme du Collège communal de s'opposer à ce projet de parc éolien, pour la défense du bien-être et du cadre de vie de ses citoyens.

Mme Alexandra MATHELOT reprend la parole et demande à M. Pierre MAT d'explicitier le choix des implantations.

A cela, M. Pierre MAT répond : « Ce qui a été fait ici c'était effectivement une superposition des contraintes pour identifier les zones éligibles donc effectivement aujourd'hui les éoliennes sont positionnées dans des zones qui échappent cartographiquement aux contraintes. Maintenant le but c'est de lancer une étude d'incidence qui va approfondir cet avant-projet. Effectivement, Monsieur Lejeune et d'autres parlent de contraintes supplémentaires qui ne sont pas des contraintes cartographiques et donc qui vont être analysées maintenant. Cet avant-projet est-ce qu'il sera identique au projet qui sera post-étude d'incidence ? Je ne peux pas vous le dire on va laisser travailler le bureau SERTIUS qui va intégrer toutes ces contraintes, toutes celles dont vous avez parlé, toutes celles qui vont être découvertes pendant l'année qui va venir [...] ».

Mme Alexandra MATHELOT demande ce qu'il en est de l'effet stroboscopique ; sera-t-il analysé dans l'étude d'incidence ?

M. Gilles DELFOSSE assure qu'il sera pris en compte mais qu'on ne parle plus d'effets stroboscopiques mais d'ombres mouvantes, il explique : « [...] l'effet stroboscopique se caractérise par une fréquence donc une fréquence généralement supérieure à un Hertz, je ne vais pas rentrer dans les détails, mais ça correspondrait à une fréquence supérieure à une oscillation par seconde or ici on est sur des machines avec des grands rotors de l'ordre de 13-14 tours/minute pour la plupart des machines récentes donc on est sur des rotations lentes qui génèrent des oscillations largement inférieures à une oscillation par seconde [...] ».

Mme Alexandra MATHELOT le remercie et aborde le point sur les mesures de compensation. Il y a-t-il des mesures de compensation mises en place dans le cadre de ce projet ?

M. Pierre MAT répond que, sur base de l'étude d'incidence sur l'environnement menée par le bureau SERTIUS, des préconisations et recommandations seront faites aux services et autorités compétents en la matière.

Pour finir, Mme Alexandra MATHELOT aborde le dernier point de l'intervention de M. Pierre WACQUIER à savoir la *Pax Eolienica II*. Le projet tient-il compte des évolutions de la réglementation ?

M. Pierre MAT explique que la demande qui sera introduite, dans le courant du deuxième ou troisième trimestre 2023, répondra aux exigences du cadre de référence en vigueur à ce moment-là.

M. _____, habitant de Laplaigne, se pose deux questions :

- **Quelle est la différence entre les ateliers d'information proposés et les réunions publiques ?**
- **A l'attention de M. Pierre MAT, pourriez-vous nous expliquer l'expérience qu'à la société VENTIS en matière de démantèlement ?**

Mme Alexandra MATHELOT sollicite Mme Fabienne MARCHAL pour éclaircir le point sur les ateliers.

A Mme Fabienne MARCHAL de répondre : « *Oui, donc ici la RIP ; la réunion d'information préalable c'est une étape légale de la procédure c'est ce qu'on fait aujourd'hui ensuite l'autre étape légale de consultation c'est l'enquête publique donc une fois que le dossier aura été déposé ; 30 jours d'enquête publique.*

L'atelier d'information sur les résultats d'étude d'incidence n'est pas une procédure obligatoire c'est une procédure prévue nulle-part mais qu'une série de développeurs et notamment CLEF, systématiquement, font volontairement parce que on sait très bien que d'une façon générale les gens intéressés sont extrêmement frustrés lors d'une RIP parce qu'on vient à leur présenter un avant-projet et on ne sait encore leur donner finalement aucune réponse [...] c'est pour ça donc qu'on fait cet atelier qui est public [...], il ne se déroule pas comme une RIP. Qu'est-ce qu'on fait ? On loue une salle, on dispose une série de panneaux informatifs sur les grands résultats de l'étude d'incidence et on vous invite à venir vous informer en présence, en général, du bureau d'étude d'incidence et d'un certain nombre de personnes, de développeurs pour être suffisamment nombreux pour vous répondre [...] de façon à avoir plus simple après à répondre à l'enquête publique. »

M. Pierre MAT confirme les dires de Mme Fabienne MARCHAL et embraye sur la seconde question de M. _____. Il explique que VENTIS n'a pas encore d'expérience en matière de démantèlement de parc éolien car leurs premières éoliennes ont été installées en 2001.

Il apporte néanmoins un complément d'information quant au recyclage d'une éolienne : on estime que +/- 98% de la masse de l'éolienne est recyclée contre les 2% restants pour lesquels il n'y a pas encore de filière de recyclage établie ; effectivement les pales sont en fibre de verre et n'ont

pas été éco-conçues. Aujourd'hui, les pales sont produites en résines éco-conçues. L'objectif est de pouvoir recycler 100% des matériaux utilisés.

M. **Michel QUIEVY**, Maire de Mortagne-du-Nord et vice-président de la CAPH. Monsieur attire l'attention sur le fait que les Français soient *enfin* invités à une telle réunion. Il précise : « [...] Dans la région Hauts-de-France, 2133 éoliennes sont raccordées [...] mais seulement 112 en production dans le nord de la France pourquoi ?

Bien il y a des facteurs à prendre en compte pour un développement raisonné de l'éolien : la saturation des espaces les plus propices au développement de l'énergie éolienne, l'effet des impacts cumulés sur les paysages, nécessité d'éviter la banalisation des entités paysagères de la région et de préserver des paysages emblématiques tels que la confluence de la Scarpe et de l'Escaut à Mortagne, l'effet des impacts cumulés sur la biodiversité encore mal connue et un sentiment de trop plein exprimé par certains habitants et leur représentants. Il faut tenir compte des enjeux patrimoniaux, historiques, des enjeux paysages, enjeux biodiversité, enjeux servitude et contraintes et la synthèse de ces enjeux localement et en particulier pour le territoire de l'Amandinois. La création d'un parc éolien est impossible (en France) mais comment cela peut être possible en Belgique ayant les mêmes critères et les mêmes enjeux ? »

Il revient sur le projet de parc éolien au large de Dunkerque pour lequel la Belgique s'était opposée. Ce projet prévoyait l'implantation d'éoliennes à plus de 10km de toute habitation.

M. Michel QUIEVY liste les impacts indéniables du projet :

- Sur l'aspect visuel, de jour comme de nuit ;
- Sur le plan écologique : zone naturelle humide dans laquelle faune et flore sont actuellement protégées ;
- Sur la valeur de l'immobilier ;
- Sur nos territoires et leur tourisme de proximité.

Il ajoute : « [...] Je regrette de ne pas de ne pas avoir eu aucune perspective paysagère c'est-à-dire une insertion des éoliennes dans le paysage et y compris la hauteur. Là c'est plat, on ne se rend pas compte ; ajoutez, faites des photos à trois ou cinq kilomètres tout autour des quatre points cardinaux par exemple avec votre éolienne ou vos cinq éoliennes et vous allez vous rendre compte du dégât que vous faites sur le paysage. [...] ».

Il conclue sur le fait que l'ensemble des villes et villages limitrophes ainsi que la Communauté des communes de la Porte du Hainaut sont formellement opposés au projet.

M. _____, habitant de Rongy, se questionne :

- A qui appartiennent les terrains sur lesquels seront implantées les éoliennes ?
- Est-ce que les propriétaires ne voient pas dans l'éolien un moyen de rentabiliser ces terrains qui, en soit, ne leur rapportent plus rien ?
- Les terrains sont sur sols argileux, comment allez-vous faire ? Quelles fondations allez-vous faire ? Qu'est-ce que vous allez amener comme charroi ?

Il termine son intervention : « [...] vous allez produire de l'électricité qui va partir chez un fournisseur, qui va l'acheter et qui va le revendre avec une marge bénéficiaire et puis après ça... il y a quelque chose qui ne va pas là. Donc faire de l'énergie verte pour le profit, ça je ne suis pas pour non plus et ici, mettre des éoliennes, à cet endroit-là, prouve que j'ai raison ; il y a d'autres endroits beaucoup plus propices pour le faire [...] ».

M. _____, élu à Saint-Amand-les-eaux (France) rejoint M. Michel QUIEVY quant aux impacts visuels, environnementaux, sur l'immobilier et sur le tourisme. Il regrette

également le manque de visuels ; visuels qui auraient pu aider à se rendre compte davantage du projet.

Il se demande si une consultation citoyenne de style référendum serait envisageable dans le cadre d'un tel projet.

Mme Alexandra MATHELOT revient sur la notion de profit évoquée par

Mme Fabienne MARCHAL y répond : « [...] je vous l'ai dit je représente ici une coopérative citoyenne dans laquelle chacun peut [...] devenir coopérateur à partir d'une somme de 250 euros, vous allez dire 250 euros ce n'est pas rien, d'accord, c'est quand même beaucoup moins que quand on va mettre soi-même des panneaux photovoltaïques sur sa maison et cette coopérative elle a un but économique effectivement, elle a un but social, elle a un but environnemental.

Elle a un but économique et oui les coopérateurs reçoivent quand tout va bien un petit dividende qui est de toute façon, par la Loi, limité à 6% et qui dans les faits plane aux environs de trois à quatre pour cent mais ce n'est pas ça le but essentiel de la coopérative. Le but essentiel de la coopérative c'est de pouvoir effectivement fournir l'électricité aux coopérateurs, vous allez pouvoir fournir un circuit court en évitant tout surprofit dans la chaîne. D'une façon générale les producteurs d'énergies renouvelables n'ont pas fait de surprofit pendant la crise énergétique ici regardez le rapport de la CWAPE je pense assez édifiant à cet égard [...] ».

Elle estime que les énergies renouvelables sont bénéfiques aux intérêts des citoyens et pas uniquement du profit pour les développeurs.

M. ajoute « Je ne vous dis pas que c'est du profit pour du profit, je dis simplement qu'il n'y a pas que les éoliennes qui sont bonnes pour nos enfants [...] mais je dis que l'endroit n'est pas là. [...] Ici, vous allez foutre en l'air un endroit tout à fait particulier [...] ».

Dans la foulée, il relance sur les propriétaires des terrains concernés.

M. Pierre MAT prend la parole : « [...] il n'y a pas de secret et je vous confirme que ce n'est pas le propriétaire qui est venu nous chercher en disant « valorisez nos terrains », « mes terrains ne servent à rien », « ils ne me rapportent rien », etc. mais c'est nous qui avons identifié les terrains comme étant éligibles en fonction du nouveau cadre de référence, des évolutions du CoDT et c'est comme ça que ça s'est passé. »

Mme Alexandra MATHELOT aborde un point resté sans réponses : la dévaluation immobilière.

M. Gilles DELFOSSE informe que des études ont été menées à ce sujet et prouvent que, s'il y a dévaluation immobilière, celle-ci reste très limitée ; de l'ordre de quelques pourcents. A titre personnel, il pense que cela serait incorrect de dire qu'il n'y a aucun impact sur l'immobilier mais que c'est complexe d'amener davantage de précisions. C'est à examiner au cas par cas et sur base de plusieurs critères.

Mme , habitante de Rongy, mentionne, sur base de recherches personnelles, **un risque karstique** et se pose des questions à ce sujet.

Elle revient également sur un projet présenté, il y a quelques années, qui prévoyait l'installation d'un centre de glisse le long de la route de Péronnes-lez-Antoing.

Monsieur , agriculteur à Flines-lez-Mortagne (France) et conseiller municipal émet la suggestion d'implanter des petites éoliennes ou du photovoltaïque préférentiellement sur des toitures industrielles plutôt qu'en pleine nature comme le prévoit le projet ici présenté. Il cite l'exemple d'un parking, à la Rhune, entièrement recouvert de panneaux photovoltaïques.

M. , habitant de Brunehaut et membre d'associations d'études et de protection de la nature et en particulier des oiseaux que sont *Natagora* en Belgique et *le Groupe ornithologique et naturaliste Nord-Pas-de-Calais* ainsi que *la Ligue Française pour la protection des oiseaux* en France se dit opposé à ce parc éolien pour trois raisons majeures :

- **La détérioration des paysages et de l'activité touristique ;**
- **L'implantation à proximité immédiate d'une zone de conservation de la nature ;**
- **Le Grand Large est un dortoir hivernal pour des milliers de laridés.**

Il attire l'attention sur le fait que ces dizaines de milliers d'oiseaux risquent d'être percutés par les pales des éoliennes.

Avant de clôturer, Mme Alexandra MATHELOT demande si d'autres questions, autres que celles relatives à l'aspect biologique et aux oiseaux, persistent.

M. , habitant de Bléharies se dit intéressé par le problème éolien. Il exprime qu'à l'époque, il s'était déjà opposé au parc éolien de Saint-Maur.

Il réitère la suggestion qu'il avait déjà faite à l'époque, en 2008 ; celle d'**implanter des plus petites éoliennes sur les bernes centrales des autoroutes.**

Il appuie sur le fait, que selon lui, les pouvoirs publics devraient reprendre en mains l'aménagement du territoire.

Il invite les citoyens à s'unir, se réunir pour s'opposer ensemble à ce genre de projet.

M. , habitant de Hollain, évoque le passage d'un ornithologue il y a un an ou deux, dans le cadre de l'étude de préféabilité dudit projet, et se demande pourquoi cela n'est pas mentionné dans la réunion du jour.

Mme Alexandra MATHELOT signale qu'elle prend les dernières questions avant la clôture de cette réunion et informe qu'un moment d'échanges informels est prévu dans la foulée si des questions persistent.

M. , habitant de Mortagne-du-Nord n'a aucune question à formuler mais souhaite insister sur le principe de bon sens : « [...] *est-ce que vous avez fait preuve de bon sens ? C'est vraiment une attitude minimale à avoir quand on fait un projet ou une décision importante et pour l'avenir de tout le monde [...]* ».

Une dame (identité inconnue) prend la parole pour faire reconnaître que, contrairement à un parc éolien présent dans la région de Tournai, celui qui nous intéresse ici même profiterait exclusivement aux Belges ; « [...] *Je ne veux pas défendre les personnes qui sont là devant moi mais au moins ils travaillent pour la Belgique pour les citoyens, je sais que ... mais je reconnais aussi que l'endroit est mal choisi mais au moins ces gens-là travaillent pour les gens belges et on aura l'électricité belge [...]* ».

M. Alexandra MATHELOT demande à ce que les orateurs répondent à deux points précédemment abordés :

- Les risques karstiques ;
- La vision quant à l'aménagement du territoire et le cadre de référence dans lequel s'inscrit le projet.

M. Gilles DELFOSSE affirme que la question du karst fait partie intégrante de l'étude d'incidence et précise qu'en cas de doute de phénomènes karstiques des recommandations spécifiques seront de mise.

Quant à l'aménagement du territoire, Mme Fabienne MARCHAL intervient : « [...] en 2014 il y a eu une proposition de ce qu'on a appelé la cartographie positive de l'éolien qui devait déterminer justement une programmation générale sur la région wallonne pour déterminer les zones qui seraient les plus favorables pour l'implantation d'éoliennes. Cette cartographie positive, elle a été complètement écartée aussi bien par les plateformes anti-éoliennes que par les communes de façon générale et par certains jeux politiques parce qu'on était juste avant les élections. Parce que globalement personne ne veut dire que oui cette zone-là elle est bien. Si elle est à côté de chez moi elle n'est pas bien cette zone. [...] Je suis d'accord c'est caricatural mais n'empêche cette tentative de programmation territoriale a existé et elle n'a pas vu le jour. Maintenant il me semble, même si je n'ai pas eu le temps de creuser les textes, que l'Union européenne demande aux Etats de définir des zones prédisposées ou favorables pour le développement du renouvelable plus spécifiquement pour l'éolien on verra bien ce que ça deviendra. »

Elle revient également sur la suggestion de M. MERLIN relative à la pose d'éoliennes sur toitures : « Effectivement, les toitures sont un endroit tout à fait prédisposé pour mettre des photovoltaïques je suis bien d'accord cependant il faut savoir qu'en renouvelable il faut un mix énergétique : quand vous avez du photovoltaïque uniquement vous avez une très grande intermittence puisque la nuit le photovoltaïque ne produira pas ou jamais grand-chose en tout cas même avec les nouvelles cellules. Quand vous avez une association entre l'éolien et le photovoltaïque là vous avez quelque chose qui devient nettement plus stable globalement. »

M. Pierre MAT, quant à lui, apporte une réponse à l'intervention de M. DEDESSUSLEMOUSTIER : « [...] Effectivement aujourd'hui il y a eu des initiatives, il y a même un fabricant wallon qui s'appelle Fairwind, sur des petites éoliennes qu'on voit d'ailleurs ça et là dans des exploitations agricoles. Il y a juste un phénomène physique c'est que la puissance qu'on récupère de l'énergie du vent elle dépend de la surface balayée et de la vitesse du vent au cube [...] tout gain en hauteur de mat et donc en longueur de pôle vous permet effectivement d'aller récupérer du vent, de la vitesse de vent qui a un effet exponentiel sur la puissance [...] Donc en 20 ans on a considérablement augmenté la taille des éoliennes, pourquoi ? parce que la règle physique elle est intangible : vous devez aller chercher du vent et plus vous allez en hauteur plus vous allez chercher du vent alors effectivement ça entraîne des problématiques de paysages, de distance par rapport à l'éolien, etc. mais c'est juste pour cette raison là que les projets de petites éoliennes le long des autoroutes ne se sont jamais développés. En plus, [...] ce n'est pas facile en termes d'accès et de maintenance et donc de sécurité [...] il faut savoir aussi que ces bornes centrales aujourd'hui elles sont occupées aussi par des fibres optiques et des choses comme ça pour l'internet. »

Vers 21h15, Mme Alexandra MATHELOT clôture la réunion en remerciant le public de son écoute et de sa participation et en invitant les personnes intéressées à continuer les échanges de manière informelle.

Le Président de la R.I.P.,
Et Echevin de l'urbanisme à Brunehaut,
M. Daniel DETOURNAY



La responsable du service urbanisme,
Et secrétaire de la R.I.P.,
Mme Virginie Daemen

Note : Le présent procès-verbal pourrait contenir des erreurs dans les noms des intervenants et/ou dans la retranscription en cas de mauvaise compréhension de l'enregistrement audio.